

Direction générale Développement Economique  
Direction Enseignement Supérieur et Rayonnement

<b>CONVENTION – CODEV 2026 – Festival Echappée Belle</b> <b><i>Entre La Scène Nationale Carré-Colonnes et Bordeaux Métropole</i></b>
---

Entre les soussignés

**Scène Nationale Carré-Colonnes, (EPCC)** Etablissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial créé par les communes de Saint-Médard-en-Jalles et de Blanquefort dont le siège social est situé au Carré des Jalles Place de la République 33 160 Saint-Médard-en-Jalles représenté par, **Madame Violan Sylvie, Directrice** dûment habilitée, **Ci-après désigné(e) « organisme bénéficiaire »**

**Et**

**Bordeaux Métropole**, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, représentée par sa Présidente, Madame Christine BOST, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération n° 2026/ du Conseil métropolitain du 30 janvier 2026

**Ci-après désigné « Bordeaux Métropole »**

## **PREAMBULE**

Dans le cadre des contrats de co-développement 2024-2027 conclus entre Bordeaux Métropole et les communes du territoire et adoptés par délibération n°2023/595 du 1er décembre 2023, un soutien est apporté sous forme de subventions à diverses manifestations.

## **ARTICLE 1. OBJET ET TEMPORALITE DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles Bordeaux Métropole attribue une subvention à l'organisme bénéficiaire.

L'organisme bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule le projet décrit à l'Annexe 1.

Dans ce cadre, Bordeaux Métropole contribue financièrement à ce projet et n'attend aucune contrepartie directe de cette contribution.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE DETERMINATION DE LA SUBVENTION**

Bordeaux Métropole s'engage à octroyer à l'organisme bénéficiaire une subvention plafonnée à **45 000 €**, équivalent à 18.67 % du montant total estimé des dépenses éligibles au titre du

projet pour lequel la subvention est sollicitée (d'un montant de 240 926 euros), conformément au budget prévisionnel figurant en Annexe 2.

Cette subvention est non révisable à la hausse.

Dans l'hypothèse où la subvention accordée serait inférieure à la subvention demandée par l'organisme, il appartient à ce dernier de trouver les recettes nécessaires à l'équilibre du budget prévisionnel.

### **ARTICLE 3. CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION**

La subvention accordée devra être utilisée conformément à l'objet défini en préambule.

Toute contribution inutilisée ou non utilisée conformément à son objet devra être remboursée.

Par ailleurs, il est interdit à tout établissement public de coopération culturelle ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

### **ARTICLE 4. MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Bordeaux Métropole procèdera au versement de la subvention selon les modalités suivantes :

- 80 %, soit la somme de 36 000 €, après signature de la présente convention ;
- 20 %, soit la somme de 9 000 € après les vérifications réalisées par Bordeaux Métropole conformément à l'article 5.

La subvention sera créditée au compte de l'organisme bénéficiaire selon les procédures comptables en vigueur.

### **ARTICLE 5. JUSTIFICATIFS**

#### **5.1. Justificatifs pour le paiement du solde**

Pour pouvoir prétendre au versement du solde de la subvention, l'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la réalisation du projet et au plus tard le 31 août 2027, dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **Un compte rendu financier (joint en Annexe 3 à la présente convention), signé par la Présidente ou toute personne habilitée**, et conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

A défaut de communication du document susmentionné auprès de Bordeaux Métropole dans les délais impartis, l'organisme est réputé renoncer au versement du solde de la subvention.

#### **5.2. Justificatifs complémentaires à fournir obligatoirement**

L'organisme bénéficiaire s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de l'exercice comptable et au plus tard le 31 août 2027, les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- **Le rapport d'activité ou rapport de gestion.**

- **Pour les organismes soumis à un commissaire aux comptes :**
  - o Le rapport général du commissaire aux comptes ;
  - o Le rapport spécial sur les conventions réglementées du commissaire aux comptes ;
  - o Les comptes annuels signés et paraphés par le commissaire aux comptes (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels) prévus par l'article L.612-4 du code de commerce.
- **Pour les organismes non soumis à un commissaire aux comptes :**
  - o Les comptes annuels de l'organisme signés et paraphés par la Présidente (bilan, compte de résultat, annexes aux comptes annuels)

## **ARTICLE 6. AIDES INDIRECTES**

En complément de la subvention en numéraire accordée pour l'année 2026, des aides indirectes (services et prestations matérielles, prêts de salles, de matériels, supports de communication...), pourront être mises en œuvre pour la réalisation des actions de l'EPCC. A titre d'information, pour l'année 2024, l'EPCC a bénéficié pour ce projet de différentes aides en nature de Bordeaux Métropole dont la valorisation s'est élevée à 20 157 €.

Ce montant ne sera définitivement consolidé que dans le cadre de l'adoption du Compte Administratif 2026, au regard du périmètre réel des aides effectivement accordées pour l'exercice 2026 et de leur valorisation actualisée.

## **ARTICLE 7. AUTRES ENGAGEMENTS**

L'organisme bénéficiaire fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'organisme bénéficiaire, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer Bordeaux Métropole sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Respect des règles de la concurrence : l'organisme bénéficiaire pourra être soumis aux directives communautaires de coordination des procédures de passation des marchés publics dans la mesure où celui-ci répondrait à la définition de « pouvoir adjudicateur » ou d'« entité adjudicatrice » au sens du droit communautaire.

## **ARTICLE 8. CONTROLES EXERCES PAR BORDEAUX METROPOLE**

L'organisme bénéficiaire s'engage à faciliter le contrôle par Bordeaux Métropole, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la réalisation des actions prévues, de l'utilisation de la subvention attribuée et de façon générale de la bonne exécution de la présente convention.

Bordeaux Métropole peut demander le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'elle juge utile quant à l'exécution de l'action subventionnée.

Sur simple demande de Bordeaux Métropole, l'organisme bénéficiaire devra lui communiquer tous les documents utiles de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

Bordeaux Métropole pourra procéder ou faire procéder par des personnes de son choix aux contrôles qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

A cette fin, l'organisme bénéficiaire conserve les pièces justificatives de dépenses pendant 10 ans pour tout contrôle effectué a posteriori.

## **ARTICLE 9. COMMUNICATION**

L'organisme bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien apporté par Bordeaux Métropole (notamment en apposant le logo de Bordeaux Métropole) sur les documents destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.

Il s'engage par ailleurs, à ce que les relations qu'il pourra développer en direction des partenaires privés ou publics, dans le cadre d'opérations de mécénat ou de parrainage, ne puissent en aucune manière porter atteinte à l'image de Bordeaux Métropole ou laisser entendre, sauf autorisation expresse de sa part, que Bordeaux Métropole apporte sa caution ou son soutien à ce partenaire.

## **ARTICLE 10. SANCTIONS**

En cas de non-respect de l'organisme bénéficiaire à ses obligations prévues au titre de la présente convention, Bordeaux Métropole pourra, à la suite d'une mise en demeure écrite, permettant à l'organisme au bénéficiaire de faire valoir ses observations, prononcer de plein droit l'arrêt du financement avec restitution totale ou partielle de l'aide accordée.

Bordeaux Métropole informera l'organisme bénéficiaire de ses décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11. AVENANT**

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les deux parties. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

## **ARTICLE 12. CONTENTIEUX**

Les difficultés qui pourraient résulter de l'application de la présente convention feront l'objet, préalablement à toute procédure, d'une conciliation à l'amiable devant un tiers choisi par les deux parties.

En dernier ressort, les litiges qui pourraient s'élever entre les parties au sujet de l'exécution de la présente convention seront soumis au tribunal administratif de Bordeaux.

## **ARTICLE 13. ELECTION DE DOMICILE**

Les notifications ou mises en demeure faites entre les parties au titre des dispositions de la présente convention sont valablement effectuées par lettre recommandée avec avis de réception, adressée à leur domicile respectif dans le ressort de l'exploitation.

Pour l'exécution de la présente convention et de ses suites, les parties font élection de domicile :

**Pour Bordeaux Métropole :**

Madame la Présidente de Bordeaux Métropole  
Esplanade Charles de Gaulle  
33045 Bordeaux cedex

**Pour l'organisme bénéficiaire :**

Madame la Directrice de la Scène Nationale Carré-Colonnes  
Carré des Jalles Place de la République  
33 160 Saint-Médard-en-Jalles

**ARTICLE 14. PIECES ANNEXES**

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention :

- Annexe 1 : Programme du Projet
- Annexe 2 : Budget prévisionnel
- Annexe 3 : Modèle de compte-rendu financier

**Fait à Bordeaux, le , en 3 exemplaires**

**Signatures des partenaires**

**Madame la Présidente de Bordeaux  
Métropole, Christine Bost**

**Madame la Directrice de la Scène  
Nationale Carré-Colonnes, Sylvie Violan**

## **Annexe 1**

### **Programme du Projet**

#### **FESTIVAL ÉCHAPPÉE BELLE - 34ème édition, du 28 au 31 mai 2026**

Festival de référence au niveau métropolitain pour sa programmation jeune public et arts de rue, Echappée belle a fêté ses 30 ans en 2022 et accueilli plus de 11 000 festivaliers en 2025 et 4 000 jeunes lors des journées jeune-public consacrées aux établissements scolaires de primaires et maternelles.

Outil de coopération entre la ville de Blanquefort, ses associations et la Scène nationale Carré-Colonnes, il joue un rôle primordial en termes de démocratisation culturelle.

La programmation innovante et familiale met chaque année à l'honneur une vingtaine de compagnies régionales et nationales des arts du cirque, de la danse, du théâtre de rue ou d'objets, au cœur et à proximité du parc de Fongravey à Blanquefort.

#### **Plan de financement**

Bordeaux Métropole soutient cette manifestation dans le cadre des contrats de codéveloppement depuis 2014. Elle est sollicitée cette année pour un soutien financier de 45 000 € dans le cadre d'un budget prévisionnel de 240 926 €.

## Annexe 2 Budget prévisionnel

**NOM DE L'ORGANISME :**

**EPCC SCENE NATIONALE CARRE-COLONNES**

**ANNEXE B \_ BUDGET DE LA MANIFESTATION OU DE L'ACTION SPECIFIQUE**  
**(Faire un budget par manifestation ou action spécifique)**

**Exercice 2026**

**- Merci de compléter uniquement l'année 2026 concernée par votre demande de subvention**  
**- Le budget doit être équilibré**

		CHARGES (en euros)			PRODUITS (en euros)		
		Budget 2025	Budget 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)	Budget 2025	Budget 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)
<b>Charges directes affectées au projet</b>							
60 - Achats		173 226	169 926		96 500	96 500	-96 500
Achats d'études et de prestations de service		163 926	162 926		95 000	95 000	-95 000
Achats stockés de matières et fournitures		9 300	7 000				0
Achats non stockables (eau, énergie)							-1 500
Fournitures d'entretien et de petit équipement					1 500	1 500	0
Fournitures administratives							0
Autres fournitures					129 776	129 776	0
61 - Services extérieurs		12 200	19 000		22 527	22 527	-129 776
Sous traitance générale		2 500	4 500		34 574	34 574	-32 527
Entretien des locaux et des bâtiments		6 700	11 500		24 475	24 475	-34 574
Entretien et réparation					45 000	45 000	-24 475
Primes d'assurance		3 000	3 000				-45 000
Divers							0
62 - Autres services extérieurs		14 500	14 000		3 200	3 200	-3 200
Rémunérations intermédiaires et honoraires		8 500	5 600				0
Publicité, publications		6 500	6 500				0
Déplacements, missions et réceptions							0
Frais postaux et de télécommunication		1 500	1 900				0
Services bancaires							0
Divers							0
63 - Impôts et taxes		0	0				0
Impôts et taxes sur rémunérations							0
Autres impôts et taxes							0
64 - Charges de personnel		41 000	38 000				0
Rémunérations du personnel		20 000	19 000		0	0	0
Charges sociales		13 000	11 000				0
Autres charges de personnel		8 000	8 000				0
65 - Autres charges de gestion courante							0
66 - Charges financières							0
67 - Charges exceptionnelles							0
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements							0
69 - Impôt sur les sociétés							0
<b>Charges indirectes affectées au projet</b>							
Charges fixes de fonctionnement							0
Frais financiers							0
Autres							0
<b>TOTAL DES CHARGES DIRECTES ET INDIRECTES</b>		240 926	240 926	0	240 926	240 926	-240 926
<b>86 - Emploi des contributions volontaires en nature</b>							
- Secours en nature							0
- Mise à disposition gratuite des biens et services		76 000	76 000		76 000	76 000	-76 000
- Personnel bénévole							0
<b>Total des contributions volontaires</b>		76 000	76 000	0	76 000	76 000	-76 000
<b>Résultat Net</b>		0	0	0			0

	Budget 2025	Budget 2026 (1)	Réalisé 2026 (2)
<b>Personnel</b>			
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé			

	Budget 2025	Budget 2026	Réalisé 2026 (2)
<b>Personnel</b>			
Nombre de salariés en équivalent temps plein travaillé			

(1) à renseigner pour le dossier de demande

(2) à renseigner pour la transmission des documents lors du bilan du projet

Date: Scène Nationale Carre-Colonnes

Place de la République, 33160 Saint-Médard-en-Jalles

Adresse administrative: 4, rue du Docteur Castéra 33230 Blanquefort

SIRET 622 574 300 00011 - APE 9001-2

Tél: 05 56 55 40 14

Accusé de réception en préfecture  
033-243300316-20260130-lmc1114832-DE-1-1  
Date de télétransmission : 06/02/2026  
Date de réception préfecture : 06/02/2026  
Publié le : 06/02/2026

**Recommandations pour la présentation du bilan qualitatif et quantitatif de l'action**  
***Cette fiche est destinée à vous aider à la réalisation du bilan de l'action pour laquelle Bordeaux Métropole vous a accordé un financement. Ce bilan doit permettre aux responsables de l'organisme de rendre compte de l'utilisation des subventions accordées.***

Nom de l'organisme bénéficiaire :

Intitulé de l'action :

## 1. BILAN QUALITATIF DE L'ACTION

Date(s) de la manifestation :

Durée de la manifestation (nombre de jours...) :

Fréquence de la manifestation (annuelle...) :

Manifestation ☐ gratuite ☐ payante

Vente de produits et/ou services : ☐ oui ☐ non

Visiteurs, participants :

Quelles ont été les actions entreprises ? Décrire précisément les actions mises en œuvre

L'intérêt de votre projet pour la métropole bordelaise :

Quels sont les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux ?

Liste revue de presse et couverture médiatique :

Liste de vos outils de communication (site internet, plaquettes...) :

## 2. BILAN FINANCIER DE L'ACTION

2.1.Fournir le budget financier définitif « signé » faisant apparaître les écarts entre le prévisionnel et le réalisé

2.2. Décrire les règles de répartition des charges indirectes affectées à l'action subventionnée (exemple : quote-part ou pourcentage des loyers, des salaires ...)

2.3.Expliquer et justifier les écarts significatifs éventuels entre le budget prévisionnel de l'action et le budget financier définitif :

2.4.Observations à formuler sur le compte-rendu financier de l'opération subventionnée :

Je soussigné(e), (nom et prénom) \_\_\_\_\_

représentant(e) légal(e) de l'organisme,

certifie exactes les informations du présent compte rendu

Fait, le : | | | | | | | | à \_\_\_\_\_

Signature :